

Convention collective

IDCC : **9352** | **EXPLOITATIONS DE PÉPINIÈRES ET D'HORTICULTURE**
(Ille-et-Vilaine)
(15 octobre 1985)

(Étendue par arrêté du 6 mars 1986,
Journal officiel du 15 mars 1986)

Avenant n° 51 du 11 mars 2020

NOR : AGRS2097158M

IDCC : 9352

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Syndicat central des horticulteurs et pépiniéristes d'Ille-et-Vilaine,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Fédération générale agroalimentaire CFDT ;

Fédération CFTC de l'agriculture CFTC Agri ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC ;

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les salaires horaires prévus au point II « Classifications » de l'article 18 de la convention collective du 15 octobre 1985, concernant les personnels de production et les personnels de bureau, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« A. Personnel de production

Coefficient	Salaire horaire	Salaire mensualisé pour 35 heures hebdomadaires
101	10,15 €	1 539,45 €
102	10,32 €	1 565,23 €
201	10,37 €	1 572,82 €
202	10,43 €	1 581,92 €
301	10,55 €	1 600,12 €
302	10,66 €	1 616,80 €
401	10,96 €	1 662,30 €
402	11,23 €	1 703,25 €

Les salaires ainsi définis constituent des minimums sous réserve de l'application des dispositions réglementaires concernant le Smic.

B. Personnel de bureau

Coefficient	Salaire horaire	Salaire mensualisé pour 35 heures hebdomadaires
101	10,15 €	1 539,45 €
102	10,32 €	1 565,23 €
203	10,37 €	1 572,82 €
204	10,43 €	1 581,92 €
303	10,76 €	1 631,97 €
304	11,23 €	1 703,25 €

Les salaires ainsi définis constituent des minimums sous réserve de l'application des dispositions réglementaires concernant le Smic. »

Article 2

Les salaires horaires prévus à l'article 58 de la convention collective du 15 octobre 1985, concernant les personnels d'encadrement, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Coefficient	Salaire horaire	Salaire mensualisé pour 35 heures hebdomadaires
501	11,71 €	1 776,06 €
503	11,99 €	1 818,52 €
601	12,87 €	1 951,99 €
701	14,26 €	2 162,81 €

Article 3

Vu leur objet, il est entendu que les dispositions du présent avenant ont vocation à s'appliquer à toutes les entreprises comprises dans son champ et ce quel que soit leur effectif.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité territoriale d'Ille-et-Vilaine de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne.

Article 5

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur au 1^{er} avril 2020.

Fait à Cesson-Sévigné, le 11 mars 2020.

(Suivent les signatures.)